

Réponse à la consultation publique de projet de décision portant sur la détermination des loyers liés aux infrastructures mises à disposition en zone blanche

0- Introduction

La Convention nationale du 15 juillet 2003 de mise en œuvre du plan d'extension de la couverture du territoire par les réseaux de téléphonie mobile de deuxième génération conclue notamment entre l'Etat, l'ARCEP, l'Association des Maires de France et les opérateurs prévoyait deux phases de déploiement d'environ 2 000 sites radioélectriques :

i) La Phase I : concerne l'installation et exploitation d'équipements actifs des opérateurs sur des infrastructures passives mises à leur disposition par les collectivités. Cette phase bénéficie de financements publics.

ii) La Phase II : concerne l'installation et l'exploitation des équipements actifs et des infrastructures passives par les opérateurs. L'opérateur leader accueille les équipements des opérateurs bénéficiaires. Cette phase est financée exclusivement par les opérateurs.

Par la suite, en 2010, la société Free Mobile a été intégrée dans ce dispositif d'extension de la couverture mobile.

Les articles R. 1426-1 à R. 1426-4 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient les conditions financières de mise à disposition, et notamment que les loyers dus par les opérateurs sont calculés au niveau national et correspondent à la différence entre les revenus et les coûts, sauf si celle-ci est négative.

Ces dispositions prévoient également la compétence de l'Arcep pour définir les modalités de calcul de ces revenus et de ces coûts associés à l'exploitation des infrastructures mises à disposition en zone blanche, que les opérateurs sont tenus de lui fournir avant le 30 juin de chaque année pour l'année civile antérieure.

En 2004, l'Autorité a élaboré les modalités de calculs des revenus et des coûts en zone blanche. La décision n° 2004-577 portant sur la détermination des loyers liés aux infrastructures mises à disposition en zone blanche a été publiée le 13 juillet 2004.

Du fait de l'évolution des technologies et des usages, l'Autorité met en consultation publique un projet de décision pour revoir les principes de calcul des coûts et revenus dans ces zones à l'aune de l'évolution de la situation en zone blanche depuis 2004.

Bouygues Telecom transmet dans cette réponse ses observations sur l'évolution de ce projet de décision.

1. Points d'attention sur les revenus

Les revenus d'itinérance liés à l'utilisation du réseau en zone blanche par les clients d'autres opérateurs mobiles, et tout particulièrement des opérateurs étrangers, ne paraît pas pertinent au regard de la répartition géographique des clients étrangers en itinérance.

En effet, au-delà de la clef de répartition que Bouygues Telecom va appliquer proportionnellement au trafic en zones blanches, le trafic des clients étrangers est sous-représenté, ces clients fréquentant principalement les zones très denses, touristiques et fréquentées.

2. Points d'attention sur les coûts

Pour la première partie du réseau, l'Autorité distingue les montants des investissements pour l'accès radio par technologie, or les équipements sont mutualisés, il n'est pas possible de distinguer par technologie les montants des investissements ni le patrimoine moyen par année. Les investissements spécifiques nécessaires au déploiement correspondent à l'ensemble des nouveaux équipements radio, leur mise à niveau ou l'investissement pour la collecte.

3. Conclusion

Le nouveau mode de calcul proposé par l'Autorité paraît raisonnable et correspondre aux réalités des coûts qu'engendrent ces sites. Hormis les deux points d'attention sur lesquels Bouygues Telecom attire la vigilance de l'Autorité.